

TRACES⁴¹ DE MÉMOIRE



PB-PP | B 19464
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DE
L'ASBL MÉMOIRE D'AUSCHWITZ

JUILLET - AOÛT - SEPTEMBRE 2021



Auschwitz

LA RÉSISTANCE LA POPULATION RÉSISTE

Préface
p. 2

Actualité
Les postiers de Breendonk
p. 3

Auschwitz
Victor Martin. Un résistant belge
en mission à Auschwitz
p. 6

Interrogation
Quand la gauche collaborait et
la droite (extrême) résistait
p. 8

No comment
p. 13

Approfondissement
Le XX^e Convoi, un convoi très spécial
p. 14
+ fiche pédagogique p. 24

Le saviez-vous ?
LA ou LES résistance(s)
p. 25

Réflexion
Femmes résistantes:
les oubliées de l'histoire
p. 28

Varia
p. 30

APRÈS LECTURE,
MERCİ DE ME DÉPOSER
DANS LA SALLE DES PROFS.



CHÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR,

S'intéresser à la Seconde Guerre mondiale ne doit pas se limiter à l'étude des crimes commis au cours de cette période. Par rapport à ceux-ci, et bien que toute classification soit inévitablement arbitraire, on peut distinguer trois groupes principaux au sein des populations de l'Europe occupée : les auteurs (et leurs collaborateurs), les spectateurs (ceux qui n'ont rien pu ou voulu entreprendre) et les résistants (les femmes et les hommes qui n'acceptaient pas les règles imposées

et l'oppression de l'occupant, qu'ils l'aient ou non manifesté clairement [cf. La résistance passive]).

Le bulletin pédagogique *Traces de Mémoire* consacrera quatre numéros à la résistance au cours de l'année scolaire 2021-2022 :

- N° 41 – La population résiste
- N° 42 – La résistance dans les camps
- N° 43 – La résistance passive
- N° 44 – Commémorer la résistance

Dans l'espoir d'informer les jeunes scolarisés et de les inviter à réfléchir au sens à donner ou non à la résistance, tout en interpellant un public plus large sur ce thème, je vous souhaite à toutes et tous, au nom de l'ASBL *Mémoire d'Auschwitz*, une lecture intéressante et captivante. ■

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz



LES POSTIERS DE BREENDONK

Entretien avec Dimitri Roden, chercheur à l'École royale militaire

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie envahit notre pays et occupe rapidement la totalité du territoire. Parmi la population se développe un courant qui se range individuellement ou collectivement du côté de l'envahisseur, tantôt par idéologie, tantôt par intérêt et instinct de survie, tandis qu'une autre partie s'engage parallèlement dans la lutte contre l'occupant. La Résistance est née. Des organisations voient le jour, certaines armées, d'autres plus passives. L'homme de la rue qui n'appartient pas à ces groupes ne se soumet pas pour autant à l'invasion de l'Allemagne nazie et résiste à l'envahisseur. De par la particularité de leur métier, les postiers, par exemple, avaient fréquemment l'occasion de contrecarrer certains plans. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés et envoyés au Fort de Breendonk.

Qui étaient ces hommes qui, au risque de leur propre vie, ont déterrés la légendaire hache de guerre contre l'occupant ?

Les facteurs incarcérés à Breendonk en septembre 1942 étaient des citoyens moyens de la région bruxelloise qui ont résisté par patriotisme à l'occupation de la Belgique par l'Allemagne. Traditionnellement, la résistance est perçue comme un ensemble d'activités menées par des jeunes, mais l'histoire des postiers bruxellois prouve que ce ne fut pas toujours le cas. Du haut de ses 18 ans, l'Anderslechttois Jean Cnops n'en est encore qu'au début de sa carrière, alors que Paul Claeys, âgé de 63 ans, voit déjà poindre sa mise à la retraite. De manière générale, les facteurs arrêtés sont des quarantenaires mariés avec une famille. Ce qui rend en outre le cas précité si particulier, c'est que, à quelques exceptions près, les postiers sont tous employés au

centre de tri de Bruxelles. En d'autres termes, il s'agit de collègues qui se sont rencontrés sur le lieu de travail dans leur combat commun contre l'occupant, pour lequel ils paieront finalement un lourd tribut.

Quelles actions ont-ils pu mener ? Ont-ils pu empêcher des actions importantes ?

Nous ne disposons que de peu de sources sur les activités de résistance menées par les facteurs. À l'issue du conflit, ils sollicitent tous leur reconnaissance comme prisonniers de guerre. L'État belge leur demande alors pourquoi ils ont été arrêtés. Il ressort clairement de leurs déclarations que les postiers ont utilisé leur position dans le centre de tri pour diffuser librement des journaux clandestins antiallemands et pour commettre des sabotages, probablement en détournant des courriers adressés à l'occupant. En outre,

quelques facteurs qui étaient délégués syndicaux avant la guerre auraient lancé des appels à la grève.

Au moins 18 postiers ont été reconnus comme résistants après la guerre, dont la majeure partie comme membres de l'Armée secrète (13), le restant appartenant aux milices patriotiques du Front de l'Indépendance (4) ou au Mouvement national royaliste (1).

Pendant combien de temps ont-ils pu échapper aux radars et comment ont-ils finalement été découverts ?

On ne sait que peu de choses sur leurs activités de résistance ou leur arrestation finale. Ce dont on est certain, c'est que 39 facteurs ont été interpellés à leur domicile le 1^{er} septembre 1942 par des agents de la *Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst (Sipo-SD)*, puis emmenés à leur quartier général situé avenue Louise. De là, les pos-



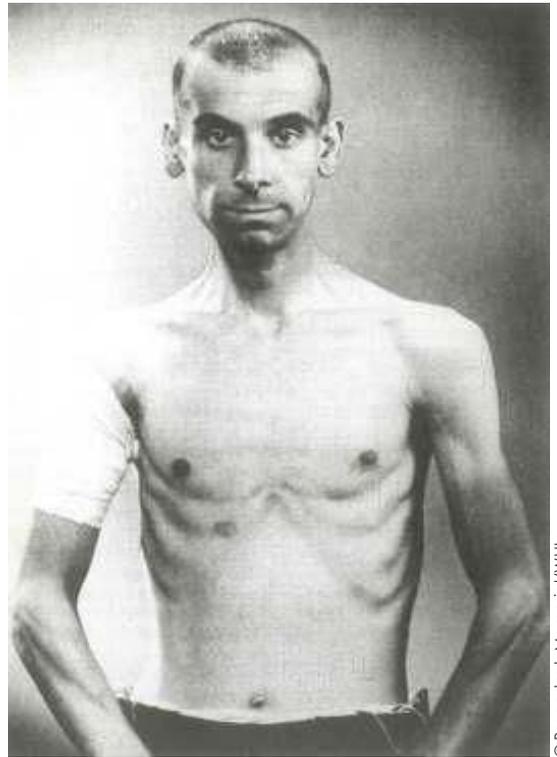
© James M. Deem

François Vanderveken, un des postiers détenus à Breendonk. Photo prise avant son arrestation.

De :
James M. Deem,
'De gevangenen van Breendonk', 2015



François Vanderveken, photographié après sa libération du Fort de Breendonk.



© Breendonk Memorial/WWI

tiers furent transférés le jour même au Fort de Breendonk, aménagé depuis septembre 1940 par la Sipo-SD en camp d'internement pour résistants, Juifs et prisonniers politiques. Fin octobre 1942, trois autres facteurs de la région bruxelloise y rejoignirent leurs collègues.

La plupart d'entre eux intègrent la cellule de Guillaume « René » Hermans, un ancien sous-officier de Hasselt arrêté comme résistant, mais qui prendra rapidement le parti de l'occupant une fois interné à Breendonk. En tant que responsable de la cellule, ou « Zugführer » dans le jargon du camp, René Hermans veillera à ce que Breendonk se transforme en véritable enfer pour les postiers. Non seulement il confisquera régulièrement leurs maigres rations, mais il ne manquera pas non plus de les dénoncer auprès des nazis. René Hermans sera condamné à la peine de mort en 1946 pour ses crimes commis à

Breendonk. Il sera conduit devant le peloton d'exécution un an plus tard, le 12 avril 1947, à Malines.

Ces personnes peuvent-elles être considérées comme des héros ou ont-elles plutôt agi « par instinct » ?

Que des pères de famille mettent leur vie en jeu parce qu'ils souhaitent un avenir meilleur pour leurs enfants est admirable. Les activités de résistance des facteurs semblent à première vue bien moins spectaculaires que celles de leurs collègues des groupes armés, mais les risques et l'impact de leurs actions ne peuvent être sous-estimés. En diffusant des journaux clandestins antiallemands ou en appelant à la grève, ils sapent ouvertement l'ordre public établi en Belgique occupée. En effet, l'occupant met tout en œuvre pour maintenir le calme afin que l'économie belge puisse être entièrement mise au service

de l'industrie de guerre allemande. Le fait que de « simples » citoyens appellent à la grève et osent même souiller l'image du vainqueur allemand pose un problème particulièrement important à l'administration d'occupation, sans oublier qu'à ses yeux, les facteurs « abusent » de leur métier essentiel pour lutter contre les Allemands.

Quel sera le destin final des « facteurs de Breendonk » ?

Les 42 facteurs bruxellois payèrent un lourd tribut pour leur résistance. Bien que 31 d'entre eux furent libérés de Breendonk après quelques mois de détention, la dureté du régime en vigueur dans le camp les marqua à jamais. Peu après leur libération, quelques-uns se firent photographier en secret. Les images de leurs corps décharnés ont été utilisées comme preuves par le tribunal militaire belge après la guerre dans le pro-

cès intenté contre les anciens surveillants du camp de Breendonk. Mais tous n'ont pas survécu. Cinq facteurs succombèrent à Breendonk des suites des privations, des mauvais traitements et du travail forcé, qui consistait à déblayer et à évacuer la terre recouvrant les structures du fort, soit 300 000 m³ selon les estimations. Des témoins visuels ont rapporté que les postiers auraient été principalement affectés aux wagonnets Decauville à cause de leur chef de cellule, René Hermans, une des tâches les plus lourdes, d'après les survivants de Breendonk. Enfin, l'occupant déporta six facteurs dans des camps de l'Allemagne nazie. Deux d'entre eux n'en reviendront pas. Pierre Poot meurt à Buchenwald

le 20/11/1943, son collègue François De Waepenare décède en février 1945 en un lieu toujours inconnu.

Quel regard peut-on porter aujourd'hui sur ces hommes et leurs actions ?

Le cas des postiers montre que la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale est plus diversifiée que sa seule version armée. En Belgique, leurs mérites et ceux de la Résistance en général n'ont pas reçu la reconnaissance et l'attention qui leur sont dues. Les raisons de ce manquement sont multiples, allant d'une rapide réintégration de collaborateurs dans la société belge à la lutte de pouvoir politique qui éclata entre les

différents mouvements à la Libération. Pourtant, la Résistance gagne petit à petit en reconnaissance, comme le montrent la série documentaire populaire « Les enfants de la Résistance » et l'apparition toujours plus fréquente de noms de rue et de monuments y faisant ouvertement référence. En tant qu'historien, j'estime important de souligner que la guerre n'a pas été gagnée que par des militaires, mais aussi par des citoyens qui mirent leur propre vie en jeu au nom de la liberté. ■

Dimitri Roden

Interviewé par Georges Boschloos pour l'ASBL Mémoire d'Auschwitz



Désiré Piens (postier en chef à Bruxelles), *Les postiers à Breendonk*, 1947, 352 p.



Bulletin pédagogique
« Une visite préparée du Fort de Breendonk »
Demandez votre exemplaire gratuit par mail :
info@auschwitz.be



Dimitri Roden est docteur en histoire (Ugent)/docteur en sciences militaires et sociales (KMS) et conservateur du site WHI de Breendonk. Il travaille actuellement à l'École royale militaire sur un projet de recherche concernant les collaborateurs exécutés en Belgique après la Seconde Guerre mondiale. Ses principaux intérêts de recherche sont la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences, l'histoire militaire et la justice pénale militaire en temps de guerre. Dimitri Roden gagnait le Prix International de la Fondation Auschwitz en 2016.

VICTOR MARTIN

UN RÉSISTANT BELGE EN MISSION À AUSCHWITZ¹

Victor Martin est né le 19 janvier 1912 à Blaton dans le Hainaut. Docteur en sociologie, c'est un brillant universitaire qui parle couramment l'allemand. Il intègre le Front de l'indépendance en septembre 1942 à un moment où la déportation de Juifs vers l'Est s'est considérablement amplifiée. Dans les milieux de la Résistance, le nom d'Auschwitz est connu, mais les rumeurs au sujet des massacres qui s'y déroulent sont imprécises. C'est pourquoi à la fin de l'année, le Comité de Défense des Juifs – qui dépend du Front de l'Indépendance – décide d'envoyer Victor Martin en mission pour retrouver la trace des Juifs déportés de Belgique.

Pour entrer en Allemagne, Victor Martin prétexte un soi-disant projet de recherche en sociologie et obtient l'autorisation de se rendre à Cologne et Wrocław afin de reprendre contact avec des professeurs d'université rencontrés avant-guerre. De Wrocław, il poursuit clandestinement son périple et se rend à Sosnowiec en Haute-Silésie. Il y rencontre, à l'hôpital du ghetto, quelques Juifs originaires de Belgique qui étaient auparavant affectés à des commandos extérieurs d'Auschwitz. Ceux-ci lui décrivent les terribles conditions de travail des hommes au camp et affirment que les en-

fants et les vieillards y sont tués et brûlés. Pour vérifier ces allégations auxquelles il peine à croire, Victor Martin se rend à Katowice où il sympathise avec des Français, ouvriers volontaires et déportés du STO (Service du Travail obligatoire). Grâce à eux, il parvient à s'approcher du camp. Ces Français lui apparaissent comme une source fiable car ils côtoient quotidiennement des déportés du camp d'Auschwitz III (Buna-Monowitz). Ils lui confirment que les femmes et les enfants sont tués à leur arrivée et que les SS ont construit un four crématoire de grande capacité. Dans son rapport Victor

Martin précisera : « des bruits circulaient sur l'arrivée – toujours nocturne – des convois, avec des femmes et des enfants hurlant, pleurant, qu'on ne revoyait jamais plus ni au travail, ni ailleurs. Ainsi s'expliquait l'activité incessante du gigantesque four crématoire du camp, que ne pouvait justifier à lui seul le nombre de ceux qui mouraient là de maladie ou d'épuisement : le four travaillait comme instrument d'extermination systématique des Juifs amenés au camp et des détenus d'Auschwitz. »² Victor Martin estime en savoir suffisamment et entame son retour en Belgique. Mais

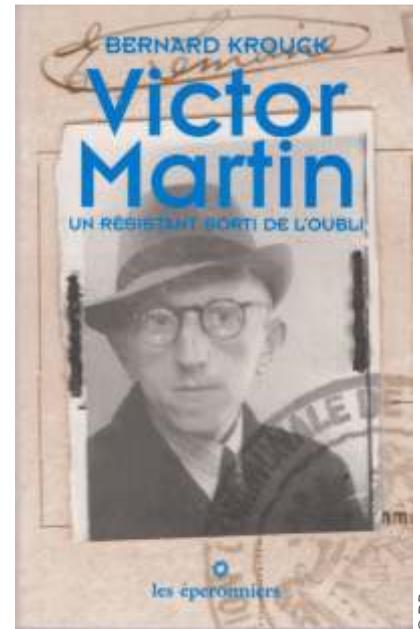


© DR

Victor Martin a 30 ans lorsqu'il est envoyé sur les traces des Juifs déportés de Belgique



Victor Martin, un résistant sorti de l'oubli de Bernard Krouck, aux Éditions Les Éperonniers



© DR

il est arrêté par la Gestapo à Wrocław, ramené à Katowice et emprisonné. Interrogé par les services de renseignement militaires, sa couverture scientifique maintient le doute sur les raisons de sa présence dans la région. Il est malgré tout accusé d'espionnage industriel et envoyé au camp de Rattwitz³. Il parvient à s'enfuir et, de train en train, sans passeport, il passe clandestinement la frontière belge près de Malmedy et rentre à Bruxelles.

Dès son retour, Victor Martin rédige un rapport⁴ aux dirigeants du Comité de Défense des Juifs et du Front de l'Indépendance qui transmettent à leur tour le rapport à Londres. L'information sur le sort des Juifs déportés est diffusée auprès de la communauté juive en Belgique, ce qui incite nombre d'entre eux à passer dans la clandestinité et à cacher leurs enfants. Victor Martin lui-même passe dans la clandestinité et reprend son activité dans la Résistance.

Arrêté par la Gestapo le 20 juillet 1943, il est incarcéré à la prison de Charleroi et ensuite à celle de Saint-Gilles.

Le 8 avril 1944, il est transféré au camp de Vught aux Pays-Bas. Il parvient une nouvelle fois à s'évader et à rejoindre la Belgique où il participe aux combats pour la libération.

Sarah Timperman
Archiviste
ASBL Mémoire d'Auschwitz

¹ Voir Bernard Krouck, *Victor Martin, un résistant sorti de l'oubli*, Éditions Les Éperonniers, Bruxelles, 1995 ; « La mission Victor Martin à Auschwitz (1943) » dans *Revue d'Histoire de la Shoah*, n°172, 2001/2, p. 66-96 ; Didier Roten, *La mission de Victor Martin*, La Huit

Production, 52 minutes, 2000 (Documentaire)

² Extrait du rapport Victor Martin cité dans *Revue d'Histoire de la Shoah*, op. cit. p. 80.

³ Situé à Ratowice, il s'agit d'un camp d'éducation par le travail (« Arbeitserziehungslager »).

⁴ Ce texte qui se trouvait auparavant à la Wiener Library de Londres avec la mention « First information on Auschwitz », se trouve à présent à Yad Vashem sous le numéro de référence 02/300.

QUAND LA GAUCHE COLLABORAIT ET LA DROITE (EXTRÊME) RÉSISTAIT

C'est un cliché de supposer que l'extrême droite a collaboré en masse avec l'occupant allemand en 1940. En Belgique, ces forces comprenaient principalement le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) de Staf De Clercq et le Rex de Léon Degrelle. Les forces politiques de gauche ont quant à elles surtout rejoint la résistance. Ou n'était-ce pas si simple après tout ? Cette rubrique « Questionnement » vise à dépasser la représentation en noir et blanc de la « résistance de gauche » et de la « collaboration de droite ». Nous examinerons plus particulièrement deux cas : celui d'un mouvement d'extrême droite (Verdinaso) et celui d'un homme politique socialiste (de gauche), Hendrik De Man.

Qu'est-ce que la gauche, qu'est-ce que la droite en politique ?

En politique, il est d'usage de diviser les partis politiques en catégories générales qui établissent formellement une division selon deux axes : la gauche et la droite. Dans l'ensemble du champ politique, les forces politiques sont globalement : la gauche, la droite, le centre, l'extrême droite et l'extrême gauche. La notion de gauche et de droite en politique est une construction qui remonte à la fin du 18^e siècle.

La gauche fait référence au côté gauche du demi-cercle d'une assemblée parlementaire et aux personnes et partis qui y siègent habituellement. Par conséquent, le terme gauche (comme le terme droite) n'a pas de contenu idéologique fixe et a priori. Aujourd'hui, les partis de gauche con-

vergent généralement vers la promotion d'idéaux progressistes et d'égalité, la critique de l'ordre social et le souci d'une plus grande justice sociale. Cela inclut la social-démocratie, le radicalisme, le socialisme, le communisme et certains courants de l'anarchisme. Ce terme est utilisé non seulement pour les partis, mais aussi pour les syndicats et les associations.

En politique, le terme « droite » désignait à l'origine le côté droit de l'Assemblée nationale (selon le modèle français) dans le demi-cercle, vu du siège du président. À l'époque de la Révolution française, ceux qui étaient fidèles au régime en place se plaçaient du côté droit, car la droite représentait symboliquement ce qui était préférable et devait servir de règle. Cette signification se reflète

dans les expressions « être assis à la droite du Père » et « être la main droite de quelqu'un ». En latin, *dexter* signifie « à droite » ou « favorable », tandis que *sinister* signifie « à gauche » ou « sinistre ». Le terme « droite » a continué à exister et a été de plus en plus utilisé comme un néologisme pour désigner les idées de ceux qui suivaient et étaient favorables à l'ordre établi. Aujourd'hui, en Belgique, les mouvements politiques dits de « droite » correspondent plus généralement à des mouvements politiques ayant une doctrine, une tradition ou une idéologie plutôt conservatrice, qu'ils soient économiquement libéraux ou non, et qui, en tout cas, manifestent un certain attachement à la liberté et à l'ordre, considéré comme juste ou comme un moindre mal. La droite est souvent



qualifiée de conservatrice, mais cette étiquette est inadéquate pour refléter un éventail de courants idéologiques et politiques aux vues parfois très différentes. Selon les pays et les circonstances, certains de ces courants peuvent parfois être classés comme étant de gauche. Par exemple, on trouve plus souvent les libéraux à gauche lorsque l'interventionnisme économique est prôné et que l'enjeu politique est centré sur la morale (comme aux États-Unis, où les libéraux sont assimilés aux sociaux-démocrates) ou, à l'inverse, à droite lorsque le libéralisme économique prédomine et que la morale n'est pas en cause (comme dans la France contemporaine) ou, enfin, ces deux aspects peuvent être observés simultanément (comme en Allemagne ou dans les pays scandinaves, par exemple). Il est donc important de se rappeler

que les termes « gauche » et « droite » couvrent des significations fluctuantes dans l'histoire et peuvent traiter de manière variable de la progression et du conservatisme.¹

Le choix littéralement « déchirant » du Verdinaso en 1940-1941

Après la campagne des dix-huit jours, du 10 au 28 mai 1940, l'armistice est déclaré. La Belgique est occupée par le Troisième Reich, et dans les cercles d'extrême droite comme d'extrême gauche, il s'agit de deviner ce qui va se passer. Le Verdinaso² était une organisation politique fasciste flamande fondée en 1931, de nature corporatiste et ne craignant pas un antisémitisme virulent. Le parti, qui était actif en Belgique et aux Pays-Bas, était dirigé par Joris Van Severen (1894-1940). Il est dissous par les nazis au début de l'Occupation, et après une

crise interne entre le 20 mai 1940 et le 10 mai 1941, deux factions du Verdinaso s'affrontent sur le thème de la collaboration. Les affrontements conduisent à une scission définitive au sein de l'ancien Verdinaso et à la dispersion de ses membres parmi les groupes solidaristes et rexistes.

Le 10 mai 1941, une faction minoritaire du Verdinaso fusionne avec le mouvement unitaire VNV, à l'époque le plus important parti d'extrême droite de la partie néerlandophone du pays, qui avait en tête une Flandre indépendante. Cependant, certains dirigeants de Verdinaso refusent de rejoindre le VNV et se rassemblent autour de Louis Gueuning (1898-1971), qui est le chef des « provinces romanes » de Verdinaso depuis le 4 mai 1940³. Pendant la guerre, le « groupe Gueuning » a agi clandestinement, a distribué des pamphlets et des

L'Assemblée nationale française devait se prononcer en 1789 sur certains privilèges du roi. Ceux qui voulaient le maintien de ces privilèges devaient se mettre à droite du président de l'Assemblée, ceux qui souhaitaient l'abolition des privilèges, devaient se positionner à gauche.



© Gravure of Isidore Stanislas Helman, DR



◀ Drapeau du Verdinasso : charrue, roue dentée et épée dressée sur fond orange

© DR

écrits de Van Severen et a entretenu quelques contacts avec certains groupes qui faisaient partie de la « résistance thioise ».

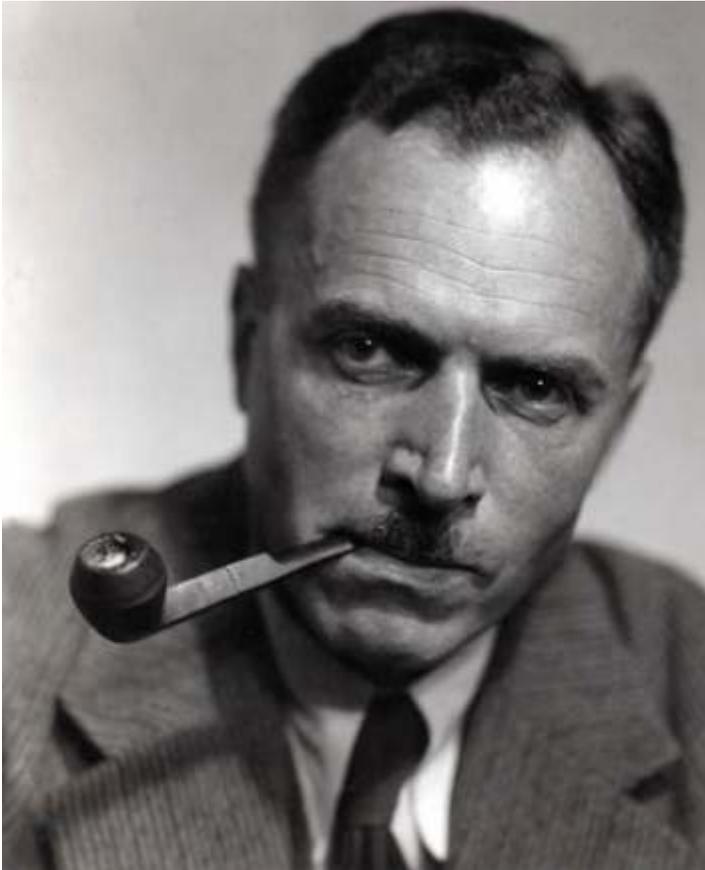
Le cas d'Hendrik De Man, du pacifiste au collaborateur

Hendrik De Man (1885-1953) était un homme politique belge, leader du Parti ouvrier belge (POB). Fortement influencé par ses expériences pendant la Première Guerre mondiale, il visite la Russie et les États-Unis et conclut que seule la démocratie libérale, malgré ses défauts, peut garantir l'épanouissement du socialisme. En d'autres termes, la hiérarchie était nécessaire pour faire bouger les masses et le travailleur devait être éduqué et dirigé par une élite. Il a également acquis la conviction que le patriotisme authentique et l'esprit d'abnégation dont les soldats ordinaires du monde entier avaient fait preuve

pouvaient constituer les pierres angulaires d'une nouvelle idéologie socialiste, qu'il a commencé à propager au cours des années suivantes. Cela a fait de lui l'un des plus importants théoriciens socialistes de l'entre-deux-guerres, mais il a été fortement impliqué dans la collaboration pendant l'occupation allemande de la Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ses vues sur le socialisme et sa révision du marxisme sont controversées. Sa promotion de l'idée de « planisme », ou planification, a été influente au début des années 1930.

De Man est à l'origine d'un plan qui, selon certains, était destiné à stopper la montée du fascisme en Belgique, mais qui, selon la plupart des autres historiens – et même ses propres mémoires l'attestent – faisait partie de son propre virage vers le fascisme. Cela est apparu très clairement

lorsqu'il a occupé le poste de Premier ministre de facto à partir de juin 1940, directement sous l'occupation nazie. Ce plan, connu sous le nom de « Plan De Man », est un exemple de planisme. Alors que certains affirment que le plan était similaire au *New Deal* de Franklin Roosevelt, d'autres soulignent qu'il était très différent du *New Deal* en ce sens qu'il ne s'agissait pas d'un filet de sécurité sociale et d'autres avantages, mais d'un mouvement anti-démocratique conçu par un homme désillusionné par la démocratie et la classe ouvrière. Le « Plan De Man » aurait dépouillé les travailleurs et leurs syndicats de leur pouvoir politique, ne leur laissant qu'un semblant de représentation, et l'aurait placé entre les mains des propriétaires et du gouvernement. Hendrik De Man aurait également restreint la liberté de la presse.



© DR

◀ Hendrik De Man dans les années 30

Hendrik De Man a également été conseiller du roi Léopold III et de sa mère, la reine Elisabeth. Il avait vécu en Allemagne et avait une affection particulière pour ce pays, mais en Belgique, dans les années 30, il préconisait de laisser la politique expansionniste d'Hitler sauver la Belgique du sort écrasant qu'elle avait subi plus tôt au cours de la Première Guerre mondiale, une politique que les autres nations démocratiques appelaient l'apaisement. En général, les forces pacifistes qui avaient émergé après la Première Guerre mondiale se sont retrouvées dans une position délicate lorsqu'il est devenu évident qu'Adolf Hitler réarmait l'Allemagne. Après la capitulation de l'armée belge en 1940, De Man publie un manifeste à l'intention des membres du POB, dans lequel il voit dans l'occupation allemande une opportunité d'action neutraliste pendant la

guerre. Il a participé à la création d'une association de syndicats, l'Union des travailleurs manuels et spirituels (UTMI), qui réunirait les syndicats existants et chercherait également à intégrer le travail manuel et intellectuel. Les premiers socialistes ont qualifié ce plan de fasciste et l'UTMI a été considérée comme une organisation fasciste parce que les travailleurs n'avaient que peu ou pas de contrôle sur ce « syndicat ». C'est dans l'atmosphère très particulière qui suit la capitulation belge et française que Hendrik De Man rédige son célèbre manifeste du 28 juin 1940. Convaincu que le fascisme peut jouer un rôle révolutionnaire, en éliminant violemment les obstacles qui se sont toujours dressés sur le chemin de la justice sociale et de la paix européenne, il présente « l'effondrement d'un monde décadent » et « la débâcle du régime parlemen-

taire et de la ploutocratie capitaliste » comme un « salut » pour la classe ouvrière⁴. Il considère que le rôle politique du POB est épuisé et lance finalement un appel aux militants socialistes pour qu'ils rejoignent un parti unique loyal au roi et désireux de réaliser la souveraineté du travail. Tel était le contenu du manifeste, qu'il a prétendu par la suite avoir rédigé avec l'accord du roi. Cependant, le décret allemand du 20 juillet interdisant à Léopold III de s'engager dans une activité politique rend cette décision impuissante. Hendrik De Man se consacre ensuite à des tâches non politiques : le sort des prisonniers, la défense des salariés et diverses démarches en faveur de nombreux pétitionnaires. Avec la reprise des activités économiques, il a estimé nécessaire de ne pas laisser les initiatives patronales sans contrôle et a fortement encouragé la ré-

activation des syndicats. L'UTMI était auparavant composée de dirigeants syndicaux de toutes orientations politiques, mais elle a rapidement été affaiblie par des défections dues à l'accentuation des tendances extrémistes et anti-belges soutenues par les Allemands. La lettre de protestation que De Man leur adresse en mars 1942, alors qu'il a déjà quitté la Belgique, confirme un échec qui ne se limite pas à l'UTMI. Face aux contradictions croissantes, il avait compris trop tard qu'une politique de présence ne pouvait que conduire à la collaboration ou à l'isolement. Déjà désavoué par les plus déterminés de ses anciens camarades, méprisé par les nationalistes flamands qui lui reprochaient son « belgicisme », il avait également suscité la méfiance des Allemands parce qu'il ne partageait pas leur *Flamenpolitik*. Cette politique avait pour but de creuser un fossé entre les Belges de Flandre et de Wallonie. Complètement isolé et privé de toute influence, il s'exile en

novembre 1941 dans un alpage isolé à La Clusaz en Haute-Savoie, où il reste jusqu'en août 1944, à l'exception de quelques courts voyages en Belgique et en France. Il a été condamné par contumace à 20 ans de prison, à la rétrogradation militaire et au paiement de 10 millions de francs de dommages et intérêts. Il est mort en exil en Suisse en 1953. Malgré sa collaboration, on peut dire que De Man a contribué au modèle ultérieur de consultation sociale⁵.

Le statut du résistant après la Seconde Guerre mondiale

La politique belge de commémoration après la Seconde Guerre mondiale s'adressait principalement aux résistants qui avaient été déportés dans l'un ou l'autre camp de concentration allemand. Les résistants qui n'ont pas été déportés et sont donc restés en Belgique sont moins sous les feux de la rampe. Cette situation contraste fortement avec la situation française, où les résistants in

situ (le Maquis) étaient glorifiés. L'État français (le régime de Vichy de Philippe Pétain) ayant fortement collaboré avec l'occupant allemand, reste une tâche difficile à effacer en France après la Seconde Guerre mondiale. De fait, la résistance est d'autant plus mise en avant. Alors que les forces de gauche étaient auparavant associées à la résistance et à la déportation, la résistance des forces d'extrême droite a été quelque peu occultée. La situation des personnes ayant des sympathies fascistes, mais qui en même temps professaient un patriotisme très développé, a conduit à des situations schizophrènes, tant en France qu'en Belgique. Les exemples du Verdinaso et du parcours de vie extraordinaire de Hendrik De Man montrent que la réalité est plus complexe qu'une histoire binaire gauche-droite. ■

Frédéric Crahay

Directeur

ASBL Mémoire d'Auschwitz

¹ Danic Parenteau, Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2017, 228 p.

² Groupement des solidaristes thiois.

³ Etienne Verhoeyen, L'extrême droite en Belgique in : *Courrier*

hebdomadaire du CRISP (nr. 715-716), 1976, 44 p.

⁴ Jan-Willem Stutje, *Hendrik De Man*, en ligne sur : <https://www.belgium-wwii.be/belgique-en-querre/personnalites/henri-de-man.html>

⁵ Jan Craeybeckx, Alain Meynen, Els Witte, *La Belgique politique de 1830 à nos jours : les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Bruxelles, Labor, 1987, 639 p.

Dans cette rubrique : des images, des textes, des liens Internet, sans commentaire. Que sait-tu du contenu de cette page ? Quel est le lien avec le thème et quel est ton opinion critique ? Envoie ta réponse à ces trois questions par mail via georges.boschloos@auschwitz et gagne une de nos publications au choix.

NO COMMENT



Le XX^e Convoi, un convoi très spécial

Entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944, 28 transports ont emmené 25 272 Juifs et 353 Roms vers le complexe d'Auschwitz-Birkenau, ses camps de concentration, ses Kommandos de travail et son centre de mise à mort. Cinq transports exceptionnels acheminent encore 218 Juifs à Ravensbrück, Buchenwald, Bergen-Belsen ou Vittel. Moins de 5 % de l'ensemble de ces déportés, hommes, femmes et enfants, ont survécu. Ce taux si faible traduit bien le bilan génocidaire.

Quand, dans le courant du mois de juin 1942, les nazis mettent en œuvre la Solution finale en Belgique et dans le nord de la France, ils choisissent une discrète caserne malinoise pour y établir l'unique SS-Sammellager für Juden (camp de rassemblement pour Juifs) sur ces territoires. Après la capitulation de la Belgique, le 28 mai 1940, l'occupant s'était déjà servi du bâtiment pour y détenir pendant quelques semaines des prisonniers de guerre alliés. La caserne Dossin est une très vaste construction organisée autour d'une cour intérieure, dans laquelle des camions peuvent aisément manœuvrer. La surveillance peut être assurée par quelques hommes. Les chambrées où les militaires belges logeaient auparavant sont encore partiellement meublées. L'endroit, bien desservi par les chemins de fer, se trouve à proximité du camp de Breendonk ainsi qu'à mi-chemin entre Bruxelles et Anvers, les villes où se concentre l'essentiel de la population juive du pays. Ces critères font de la caserne Dossin un lieu de rassemblement et de départ tout à fait adapté pour la déportation génocidaire [Schram, 2017, p. 50-51].

Petite mise au point

Le Transport XX se distingue à plusieurs égards dans l'histoire générale des convois partis de la caserne Dossin.

Évidemment devenu fameux pour l'attaque menée par Youra Livschitz, Robert Maistriau et Jean Franklemon, on oublie de s'intéresser à toutes les particularités de ce transport. Pour rappel, l'action téméraire des trois jeunes résistants a permis à 17 déportés de sauter de l'unique wagon qu'ils avaient réussi à ouvrir. C'est à tort qu'on leur attribue le mérite des 219 autres évasions survenues le 19 avril 1943. Faits peu connus, celles-là ont été préparées à l'intérieur même du camp de rassemblement, grâce à la complicité de détenus.

Spécificité démographique

La formation du Transport XX se déroule dans un contexte très différent de celui des convois précédents. On est bien loin du temps des convocations pour une soi-disant mise au travail, des grandes rafles de l'été 1942 ou du « rapatriement » des forçats juifs employés par l'Organisation Todt. Pour la première fois, le temps mis à rassembler l'effectif de ce convoi s'étend sur trois mois. Les inscriptions sur la *Transportliste* débutent le 16 janvier et s'achèvent le 17 avril, deux jours avant le départ. Au cours de cette période, on relève 41 jours sans enregistrement. Pendant ces trois mois, la *Sipo-SD* et ses auxiliaires se livrent à une traque impitoyable qui vise toute la population juive, qu'im-

porte l'âge ou le sexe.

Comme le soulignait justement l'historien Maxime Steinberg, l'effectif du Transport XX est « un pur produit de la chasse à l'homme, de la traque des clandestins, des dénonciations malveillantes. Sa composition offre une photographie du groupe ciblé par la persécution antisémite nazie, un reflet d'une population juive vulnérable en Belgique : des familles entières, des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards, des malades... » [Steinberg & Schram, 2008, p. 36].

Parmi les 1 631 déportés, 206 ont dépassé l'âge de 60 ans. Le doyen du transport est Jacob Blom, Juif néerlandais installé à Berchem depuis 1927, déporté à 90 ans passés. Les enfants de



moins de 15 ans sont 237. On y identifie le plus jeune des enfants juifs déportés de Malines : Suzanne Kaminski, née le 11 mars 1943 à Bruxelles. Suzanne est arrêtée avec sa maman, Joséphine Schutz, dans leur logement clandestin à Waterloo. Deux semaines plus tard, elle est déportée à Auschwitz-Birkenau alors qu'elle n'a que 38 jours. L'intervention sollicitée par sa tante auprès du roi Léopold III n'a eu pour réponse qu'un simple accusé de réception [Archives du Palais royal-Bruxelles, Cabinet du Roi, Liasse 42]. Joséphine et sa petite Suzanne sont juives et n'ont pas la nationalité belge. Aucune d'elles n'a survécu. Une mère accompagnée d'un nouveau-né n'avait aucune chance de passer la sélection. Inaptes au travail, elles ont été assassinées dans les nouvelles chambres à gaz-crématoires de Birkenau. Tout comme Jacob Blom.

Les femmes et les enfants de moins de 15 ans constituent plus des deux tiers de l'effectif du convoi, tandis que moins de 300 hommes, âgés de 15 à 50 ans y figurent. Cette composition pour le moins déséquilibrée incorpore

un nombre élevé de personnes « inaptes au travail » aux yeux des SS chargés de la sélection.

Le retour des *Flitsers*

Après les 246 évasions du double convoi XVI et XVII et les 67 des Transports XVIII et XIX, les nazis adaptent les conditions de déportation. L'escorte est renforcée et disposée à l'avant et à l'arrière du train, le départ a lieu le soir, les trains de voyageurs sont désormais remplacés par des wagons de marchandises, les ouvertures sont rétrécies par des « barreaux » ou par des barbelés [Prowizur-Szyper, 1979, p. 105].

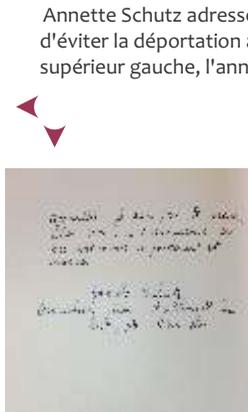
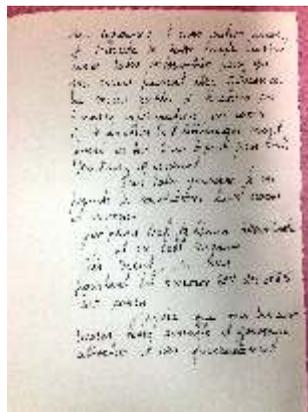
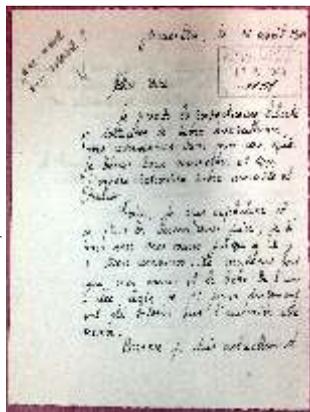
Une autre particularité du Transport XX est que pour la première fois, une liste spéciale est jointe à la liste de déportation initiale [AGR-SVG, XX. *Transportliste*]. Cet addendum comporte les noms de 19 Juifs qui ont sauté des doubles transports XVI et XVII, et XVIII et XIX partis respectivement le 31 octobre 1942 et le 15 janvier 1943.

Un examen minutieux des listes de déportation du Transport XX permet d'encore identifier onze évadés supplémentaires inscrits sur la liste de transport principale.

Parmi eux, quatre sont des multirécidivistes [AGR-SVG, *Dossiers SDR Abramowicz, Holzer, Posesorski et Tabakman*]. Après avoir été mis au travail forcé dans le nord de la France dans le cadre de l'Organisation Todt, Lejb Posesorski, âgé de 24 ans et d'origine polonaise, est l'un des 246 évadés du 31 octobre. Arrêté le 23 janvier 1943, il est inscrit sur la liste spéciale du Transport XX, dont il s'enfuit encore une fois. Son destin se scelle lorsqu'il est réarrêté par les nazis, probablement le 18 octobre 1943. Le second est Arthur Israël Holzer, un Viennois de 37 ans, qui saute successivement des Transports XVIII, XX et XXIII. Salomon Abramowicz, également né à Vienne, déporté à 26 ans, s'échappe par trois fois des Transports XVII, XVIII et XX. Cet ancien forçat du Mur de l'Atlantique est repris par l'occupant et ramené au camp de rassemblement le 23 septembre 1943. Il y est enregistré sur la liste spéciale du convoi XXIII.

Enfin, Majer Tabakman est l'un des piliers du *Linke Poale Zion*, le parti ouvrier sioniste de gauche et de son organisation de solidarité *Le Secours mutuel*. [Stein-

© Archives du Palais royal, Cabinet du Roi, Bruxelles



Annette Schutz adresse sa requête au roi Léopold III, en vue d'éviter la déportation à ses sœurs et à sa nièce. Dans le coin supérieur gauche, l'annotation signifie « accusé de réception avec sollicitude ».

Majer Tabakman, résistant et évadé multi-récidiviste



© AGR/Dossier Police des étrangers

berg & Schram, 2009, p. 133]. Après s'être échappé du Transport XIX, il relate son évasion dans l'organe clandestin du *Comité de défense des Juifs* (CDJ) [*Le Flambeau*, n° 1, 1943, p. 3.]. Mais le 10 avril 1943, la *Sipo-SD* s'empare de lui et le ramène à Dossin. Il s'enfuit du Transport XX avant d'être arrêté et déporté à nouveau, cette fois avec son épouse, Rosa Kibel, par le Transport XXIII. Rosa est rapatriée seule en Belgique en 1945.

Ces quatre rebelles à la Solution finale embarquent tous à bord du convoi XXIII, qui arrive le 17 janvier 1944 à Auschwitz-Birkenau, une destination dont ils ne reviendront jamais.

Lorsque les fugitifs retombent entre les griffes des nazis, ils sont ramenés à la caserne Dossin. Certains rejoignent les chambrées communes des *Transportjuden*, tandis que d'autres sont assignés à la «salle des *Flitsers*», la salle des évadés. Ils ne sont pas forcément gardés à l'écart des autres détenus. Ils racontent leur fuite, le travail forcé et les conditions de vie dans les camps de l'Organisation Todt. Autant de rumeurs que de

nouvelles se propagent à l'intérieur de la caserne Dossin au cours des trois mois que prend le rassemblement de l'effectif du Transport XX. Nul doute que les internés ont appris la défaite des nazis à Stalingrad le 2 février 1943. La nouvelle se diffuse dans la population du camp. Les SS sont de plus en plus nerveux et méfiants.

Une rumeur persistante

Sans compter les terribles questions que tous se posent. Quel a été le sort réservé aux quelque 18 000 personnes déportées par les précédents convois ? Nul ne croit plus à une soi-disant mise au travail, même si inconsciemment, d'aucuns s'y raccrochent. Pourquoi des femmes enceintes, des bébés, des invalides, des malades ou des vieillards ont-ils été arrêtés sans ménagement lors des grandes rafles de l'été 1942 ? Et les membres de la famille, les amis, les connaissances, que sont-ils devenus ? Où sont ceux dont on est sans nouvelles depuis leur départ de Malines ? Qu'advient-il d'eux dans cet «Est lointain» dont personne ne revient ?

En Belgique, les mentions de l'ex-

termination des Juifs apparaissent déjà au mois de juin 1942 par le biais de la BBC. Elles se répètent régulièrement dans la presse clandestine [Steinberg, 1983, pp. 234-246]. Le 17 octobre 1942, le quatrième numéro du *Bulletin intérieur du Front de l'indépendance* alerte ses lecteurs :

«Or, La Gestapo s'apprête à déporter l'ensemble de la population juive de Belgique. Des dizaines de milliers d'êtres humains sont exposés à une mort effrayante. Le temps presse. Il faut mettre tout en œuvre pour les sauver. [...] JUIFS, sauvez votre vie en vous cachant. [...] Arrachez les armes aux brutes de la Gestapo et abattez-les comme des chiens. En résistant, votre sort ne pourrait être plus grave que si vous vous laissez conduire aux abattoirs de Pologne.»

Certes, l'audience de ces journaux clandestins est limitée, mais les bruits relatifs à l'extermination se font de plus en plus insistants. Même si la population juive est à mille lieues d'imaginer l'assassinat par les gaz de centaines de milliers, de millions de Juifs d'Europe, elle se doute que tout ce qui se



« [...] entre eux, les prisonniers parlaient que les déportés à Auschwitz portaient sans espoir de retour. » [Audition de Marcus Alfred]

Après leur rapatriement, plusieurs survivants du transport XX témoignent du fait que les SS du camp de rassemblement colportaient eux aussi des bruits alarmants. Eugénie Drummer-ova, déportée à 19 ans, se souvient qu'« un jeune SS belge [...] nous a dit [...] que nous allions bientôt partir pour Auschwitz et que là-bas, nous serions mis au four crématoire. » [Audition de Drummer-ova Eugénie]

Cette rumeur se répand à l'intérieur de la caserne, comme le souligne Alfred Marcus :

« [...] entre eux, les prisonniers parlaient que les déportés à Auschwitz portaient sans espoir de retour. » [Audition de Marcus Alfred]

Ces informations, vraies ou fausses, sèment le trouble parmi les détenus. Dans leurs esprits se mêlent espoir et angoisse, impuissance et désir de liberté, soumission et soif d'action, résignation ou rêves de vengeance. L'atmosphère à l'intérieur du camp devient de plus en plus tendue.

L'arrivée des partisans

En outre, l'arrivée à Dossin d'au moins une dizaine de résistants et partisans armés juifs de Bruxelles, capturés par les nazis, encourage indubitablement d'autres internés à la rébellion. Si ces détenus particuliers sont amenés au camp de rassemblement, c'est soit parce que l'occupant n'a pas pu les identifier comme résistants, soit parce que l'administration militaire allemande les a confiés à la responsabilité de la Sipos-SD en charge de la déportation raciale. Ceux qui sont livrés à la caserne Dossin y sont internés comme Juifs et uniquement comme Juifs.

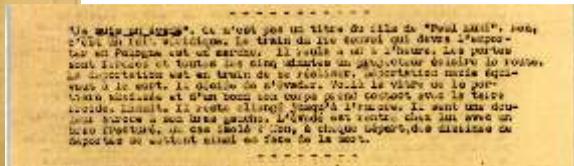
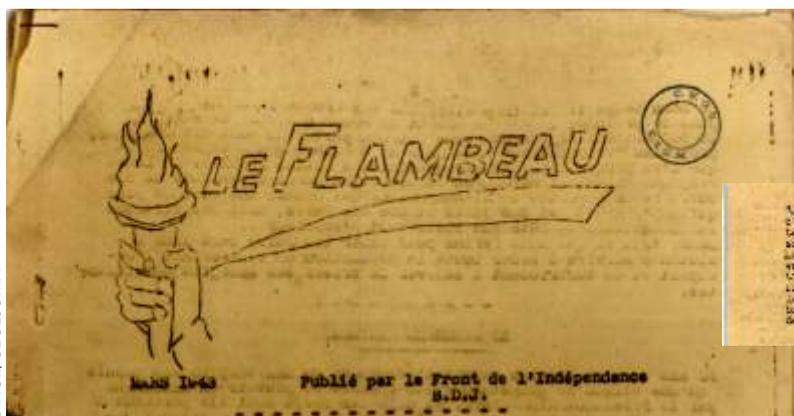
Pendant leur enfermement, ces « Bruxellois » se rapprochent les uns des autres, même s'ils sont entrés à des moments différents. Dans ce petit groupe, Majer Tabakman est le seul à connaître un peu les rouages de Dossin et avoir déjà fait l'expérience de l'évasion.

Nouant des relations avec quelques internés privilégiés, employés dans l'administration ou dans les ateliers du camp, ces résistants organisent secrètement leur évasion. Plusieurs points entrent en considération : ne pas se faire remarquer par les gardes et ni dénoncer par des codétenus, parvenir à se rassembler dans les mêmes wagons, s'arranger pour y disposer d'outils dissimulés, bénéficier de la complicité des internés chargés de fermer les portes...

L'entreprise est plus que hasardeuse. Préserver le secret est indispensable. Il faut jauger les personnalités pour savoir à qui se fier, de qui se méfier.

L'inscription sur la liste de déportation se déroule selon le moment de l'entrée au camp : premier arrivé, premier inscrit. Les numéros de la liste figurent sur les cartons

Témoignage de Majer Tabakman dans « Le Flambeau », organe clandestin du Comité de Défense des Juifs



d'identification que les internés portent autour du cou. Cet ordre numérique détermine la répartition dans les chambrées ainsi que l'embarquement dans les wagons. Or, les numéros attribués aux résistants, amenés entre le 3 et le 13 avril, sont très éloignés les uns des autres, ce qui implique qu'ils ne sont ni dans les mêmes salles ni dans les mêmes wagons.

Falsifier les Transportliste

Résoudre cette équation nécessite la complicité de la secrétaire juive de l'*Aufnahme*, le bureau d'enregistrement du camp. Là, Eva Fastag est chargée de dactylographier les listes de déportation. Le hasard fait bien les choses. Jacques Cyngiser, un ancien membre des Brigades internationales lors de la guerre d'Espagne la connaît déjà. Il l'approche et la convainc d'échanger les numéros et donc de falsifier les documents [Témoignage de Cyngiser Jacques]. Eva Fastag accepte de retaper certaines pages des listes, notamment celles de la série 1360 à 1381. Jacques Cyngiser, Abraham Fischel, membres du corps mobile des partisans, Icek Wolman et Dyna Rosenstein, du Comité de défense des Juifs, Abraham Bloder, résistant communiste, et Majer Tabakman embarquent à bord du « wagon de la résistance » [Steinberg, 1987, p. 78].

Dans l'un de ses témoignages, Eva Fastag relate le terrible « désordre administratif » qui a régné la veille du départ, lors de la préparation de l'embarquement [Interview d'Eva Fastag, 2004]. Les numéros des déportés ne correspondent plus au double de la liste. Le commandant en second du camp de Malines, Rudolf Steckmann explose de colère, vocifère contre les secrétaires juives et les menace. Eva Fastag explique qu'elle aurait réussi à convaincre le SS de mettre les futurs déportés en file comme ils souhaitaient être rassemblés dans les dortoirs, et donc dans le transport et de les enregistrer de cette façon. Steckmann, énervé par la situation, procède selon cette proposition.

Maxime Steinberg relève une des conséquences de ces falsifications :

« une méprise macabre au cimetière de Borgloon, le 24 avril. Les délégués de l'AJB viennent y récupérer la dépouille de Léon Mogielnicki, n° 748, dont la Sicherheitspolizei leur a signalé la mort lors de son évasion. Or le fossoyeur déterre le cadavre d'une femme. Léon Mogielnicki, évadé sous le numéro 1212, est bel et bien vivant. Il avait échangé son numéro avec la malheureuse Hermine Steiner, tuée en sautant du train. » [Steinberg & Schram, 2008, p. 19]

Eva Fastag a pris de gros risques. Les numéros donnés au camp figurent également dans le fichier des Juifs de la *Sipo-SD* de Bruxelles, sur les copies des *Transportlisten* et sur les fiches de réception des colis. Or, ces documents lui sont inaccessibles... Si la supercherie avait été découverte, les conséquences pour Eva Fastag auraient pu être fatales. Au moment de l'embarquement à bord des trains, les SS ont l'habitude de désigner un « chef de wagon », à qui il était dit qu'il serait tenu pour responsable de tout incident lors du voyage. Ils optent évidemment pour quelqu'un qui a beaucoup à perdre, souvent un père de famille accompagné des siens. Pour les partisans, il était donc essentiel de se retrouver dans les « bons » wagons, avec des déportés susceptibles de s'évader, de les aider ou qui, au pire, ne les empêcheraient pas de sauter [Schram, 2017, p. 214]. Cyngiser confirme : « À la discrète intervention d'Eva, je fus désigné comme chef de groupe, comme responsable d'un wagon peu avant le départ. » [Témoignage de Cyngiser Jacques]

Les outils de la liberté

Reste encore à se procurer des outils et à trouver des complices pour les dissimuler dans la paille des wagons à bestiaux. Scies, couteaux, limes, barres de fer, tire-

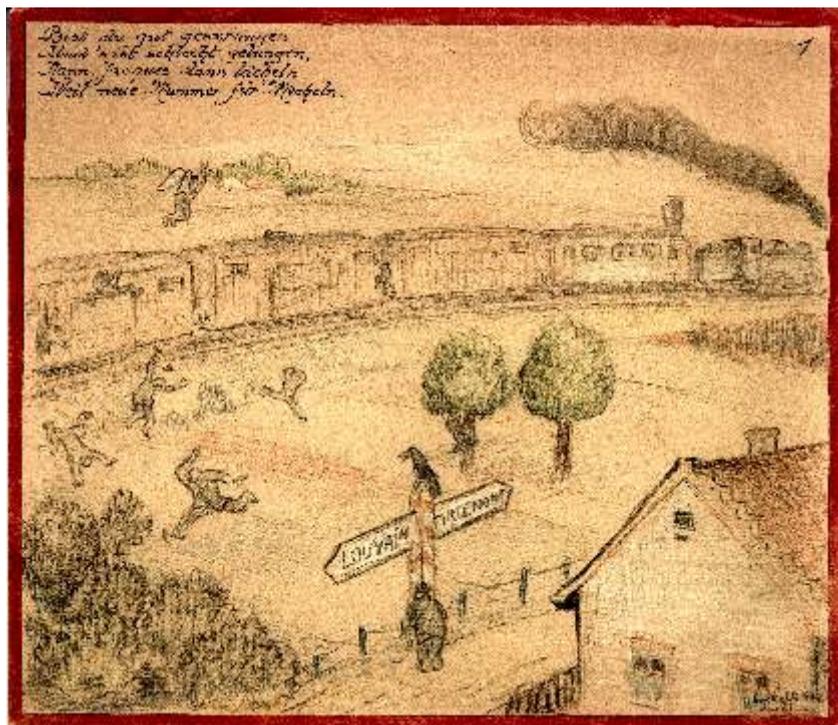


bouchon, tout peut venir à point. Si certains témoignages attestent d'objets dissimulés dans les colis, l'essentiel des outils provient des ateliers du camp. Des électriciens, des menuisiers, des cordonniers, des porteurs de colis... en sont les fournisseurs principaux, souvent volontairement, mais quelquefois sous la contrainte. Jacques Cyngiser se retrouve encore à l'initiative de cette collecte si particulière. Rubin Liberman, David Gorski et Leon Landau forment le « comité des trois » [Steinberg, 1987, p. 78]. Le premier, qui n'appartient à aucun mouvement organisé, est le chef de l'atelier de cordonnerie. Il entre à Dossin le 30 novembre 1942, où il se trouve toujours au moment de la libération, le 4 septembre 1944 [Fichier SD, *Liberman Rubin*]. Il connaît donc bien les rouages du camp. Très apprécié des gardiens SS, il bénéficie de leur confiance totale. Les Allemands lui accordent la possibilité de recevoir des visites ainsi que de sortir régulièrement pour acquérir du matériel. Ces privilèges lui permettent de se procurer des copeaux, des scies, des burins, des tenailles, des ciseaux à bois, des leviers, des vilebrequins... La somme de 1 000 FB, fournie par David Gorski, aurait servi à payer ces achats à l'insu des nazis. Gorski est un militant communiste stalinien et un membre actif du Front de l'indépendance.

Il a été amené à Malines le 26 janvier 1943 et inscrit sur la liste de déportation. Il sait qu'il ne peut compter que sur lui-même pour s'échapper [Fichier SD, *Gorski David*]. Il s'occupe d'obtenir de l'argent pour les achats ou pour aider les évadés lors de leur fuite. Gorski repère Leon Landau, régisseur du Théâtre royal néerlandais d'Anvers, détenu depuis le 22 janvier. Ce sioniste convaincu, encore protégé par sa nationalité belge, est intégré à l'équipe des porteurs du camp [AGR-SVG, *SDR Landau Leon*]. Outre cette fonction, il est chargé de répartir la paille à bord des wagons à bestiaux. Sa complicité est essentielle pour la réussite de l'opération. L'évasion de Gorski et Cyngiser en est la preuve. Dans un autre wagon, dans la série des numéros 360 (ou peut-être même 329) à 383, d'autres résistants sont parvenus à embarquer en groupe. Baruch Leib (dit Léon) Kutnowski et Hersz (dit Henri) Silbersztejn sont des communistes du Corps des partisans de Bruxelles [Steinberg & Gotovitch, 2007, p. 18]. Le 2 février 1943, ils ont été arrêtés ensemble pour des motifs raciaux. Au *SS-Sammellager*, ils sont inscrits sur la *Transportliste XX* sous les numéros 338 et 383. Le 16 mars 1943, ils sont rejoints par Sander (dit Alexandre) Weisz, autre résistant communiste, vété-

ran de la guerre d'Espagne et chef de la compagnie balkanique du Corps mobile des Partisans. Or, la date de son internement à Malines, le 29 janvier 1943, notée dans le coin supérieur gauche de la liste, ne correspond pas à celle du fichier de la *Sipo-SD*. Ceci indique que ces partisans ont eux aussi pu bénéficier de la complicité d'Eva Fastag et d'autres travailleurs juifs : l'électricien Abram Dobruszkes, les porteurs Albert Clément, Lucien Osias Cohen et Léon Landau [Steinberg & Schram, 2008, p. 22]. Dans le wagon spécial réservé aux *Flitsers*, Samuel Perl, un évadé du Transport XVIII, embarque. Ils sont 19 récidivistes dans ce wagon spécial. Après la guerre, il explique comment sa cavale a été organisée à l'intérieur du camp : « Nous étions prévenus par le personnel juif de la caserne que cette fois-ci nous serions surveillés si sévèrement qu'il n'y aurait pas moyen de nous échapper. Par conséquent, nous prîmes des précautions. Nos amis, les menuisiers du camp, avaient placé dans le wagon des scies, des marteaux et des tournevis. » [Schmidt, 1969, p. 184] Quand le convoi s'ébranle, pendant plus de deux heures, les *Flitsers* s'échinent à se frayer des passages. Les candidats à l'évasion sautent à intervalles de deux ou

Évasions du Transport XX,
dessin de Gyorgy Bekeffi, Malines, 1944



© NS-Dokumentationszentrum, Köln

trois minutes. L'escorte est placée derrière leur wagon. Six hommes tentent leur chance, bravant tous les dangers. Ils sont bien conscients des risques encourus, mais ils sont sûrs que leur sort à destination sera bien pire. Certains des déportés, n'ayant pas été préalablement mis au courant du plan, leur emboîtent le pas dans cette aventure. Tous sont probablement persuadés que la mort est au bout du voyage au point de risquer leur vie.

Acte héroïque, acte téméraire

Tandis que les résistants préparent leur évasion à l'intérieur du camp de rassemblement, à l'extérieur se trame un acte de résistance exceptionnel : une attaque visant à sauver des Juifs, un fait unique en Europe. Cet épisode a déjà été étudié en profondeur par des historiens et auteurs tels que Maxime Steinberg ou Marc Michiels [Michiels & Van den Wijngaert, 2012], pour ne citer qu'eux. Ce sujet sera ici très résumé.

Hors du camp, les rumeurs et les informations relatives au massacre des Juifs se répandent également dans les mois qui précèdent le départ du Transport XX. En mars 1943, les lecteurs du *Flambeau* peuvent apprendre dans un article intitulé «*Les Beautés de l'Ordre nouveau*» que :

«La Pologne est le pays qu'Hitler a choisi pour y massacrer les Juifs. La Pologne entrera dans l'histoire comme le grand cimetière des Juifs. C'est là que l'on concentre les Juifs de tous les pays de l'Europe pour y être exterminés [...] à la mitrailleuse ou enfermés dans des chambres hermétiquement closes et gazés.»

Relativement conscient du génocide, le fondateur du Comité de défense des Juifs, Hertz Jospa est probablement à l'origine de l'idée d'attaquer le Transport XX. Mais le CDJ n'a aucun moyen de réaliser cet acte téméraire. Même les partisans du FI refusent de s'y risquer. Youra (Georges) Livschitz entre alors en scène. Il use de ses

relations pour se procurer un petit calibre. Il entraîne Jean Franklmon et Robert Maistriau, deux anciens camarades de l'Athénée d'Uccle dans son sillage.

L'attaque, préparée à la hâte, se fera avec une franche volonté, une folle inconscience et beaucoup d'amateurisme. Les trois jeunes gens partent à bicyclette. Ils détiennent un seul revolver, une lampe-tempête, une pince coupante et 50 000 FB en petites coupures. Cette somme devait être distribuée aux évadés pour les aider dans leur fuite. Entre Boortmeerbeek et Wespelaar, ils se cachent dans les buissons après avoir placé la lampe qui doit alerter le conducteur du train et le forcer à stopper sa machine. Il était prévu que Youra tienne ce dernier en joue pendant que ses complices ouvrent le plus de wagons possible, aident les déportés juifs à s'en extraire et leur prodiguent quelques billets.

Dans leur hâte, ils ne s'étaient pas attendus à ce que l'escorte soit



renforcée. Des *Schupos* ont pour la première fois pris place à l'avant du train. Rien ne se passe comme prévu. Youra, un moment aux prises avec les gardes, doit abandonner. Franklemon, pris d'assaut par un des *Schupos*, est impuissant. Lui aussi doit s'enfuir. [AGR-SVG, *Rapport Jean Franklemon*] Les gardes ouvrent le feu, Maistriau parvient à forcer les portes d'un seul wagon. Il libère 17 personnes, enregistrées autour du n° 750 sur la liste de déportation.

Les conséquences de l'action héroïque des trois jeunes gens sont lourdes.

Jean Franklemon est arrêté le 4 août 1943 et emmené au Fort de Breendonk. Le 15 mars 1944, il est condamné à six ans de prison pour des actes de violence contre des membres de la Wehrmacht et pour la libération de déportés juifs d'un transport.

Enfermé dans la prison de Saint-Gilles du 11 mars 1944 au 8 avril 1944, il est transféré dans les camps de concentration de Sonnenburg puis de Sachsenhausen. Il survécut aux marches de la

mort. Il décède en 1977 dans un village près de Francfort [Michiels & Van den Wijngaert, 2012, p. 34, 129-130].

Robert Maistriau poursuit son parcours de résistant au sein du Groupe G, un réseau d'experts en sabotage. Il y est chargé de l'organisation, du recrutement et de la formation à la manipulation des explosifs. Robert Maistriau se réfugie un temps du côté de Saint-Hubert, dans la province de Luxembourg avant de rejoindre Bruxelles.

L'occupant s'empare de Robert Maistriau le 20 mars 1944 à Bruxelles. De la prison de Saint-Gilles, il est envoyé à Breendonk le 6 mai et déporté à Buchenwald le 8 mai 1944. En avril 1945, il est évacué à Bergen-Belsen, où il est libéré. Le 28 avril 1945, Robert Maistriau est rapatrié en Belgique. Après avoir été décoré et reconnu prisonnier politique en 1949, Yad Vashem le distingue par un titre de « Juste parmi les Nations ». [Schram, *Robert Maistriau*, 2016, pp. 234-236]

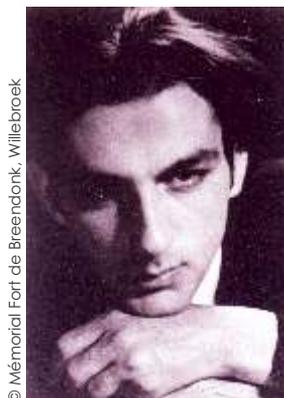
Celui qui paie le plus lourd tribut est sans nul doute Youra Livschitz.

Dénoncé par un « camarade » à la solde de l'occupant nazi, il est arrêté le 14 mai 1943. À l'avenue Louise, Youra parvient à s'emparer du revolver et à s'enfuir des caves de sinistre réputation. Avec son frère Alexandre, qui commande une compagnie du Corps de Bruxelles des partisans, il tente de se réfugier en Angleterre. Victimes d'une nouvelle trahison, les deux résistants sont capturés le 26 juin 1943. Les nazis considèrent Youra comme communiste et « chef d'une bande de terroristes ». Pour un Juif, le seul fait d'être en possession d'une arme à feu suffit pour être condamné à mort. Après avoir été emprisonné à Breendonk, il est fusillé comme « otage terroriste » le 17 février 1944, une semaine avant que son frère ne subisse le même sort. [AGR-SVG, *SDR Livschitz Youra*]

Un bilan macabre

Le bilan pour ceux qui ont tenté leur chance est aussi marqué par la mort. Des 236 évadés, 26 sont abattus ou mortellement blessés lors de leur fuite. 92 sont repris et une nouvelle fois déportés plus

De gauche à droite : Youra (Georges) Livschitz (1917-1944), fusillé comme « otage terroriste » - Robert Maistriau (1921-2008), survivant - Jean Franklemon (1917-1977), survivant



© Mémorial Fort de Breendonk, Willebroek



© Kazeme Dossin, Malines



© Kazeme Dossin, Malines

Avec le Convoi XX, les Juifs sont déportés pour la première fois dans ce type de wagon

© NMBS Groep, Brussel – Groupe SNCB, Bruxelles



tard du camp de rassemblement de Malines ou d'ailleurs.

Arrivé à destination le 22 avril, le Transport XX débarque 1 395 déportés sur l'Alte Judenrampe, en rase campagne entre Auschwitz et Birkenau. Les Juifs, indociles et paniqués, ont posé des problèmes aux SS qui effectuent la sélection. Au point de susciter les doléances du commandant SS d'Auschwitz-Birkenau ainsi qu'un sévère rappel à l'ordre de la Gestapo de Berlin. L'auteur, Rolf Günther, est l'un des collaborateurs d'Adolf Eichmann. Il est chargé de veiller à l'organisation de la déportation des Juifs d'Europe occidentale [Wikipedia, Rolf Günther]. Dans son téléx du 29 avril 1943, adressé entre autres à Ernst Ehlers, le responsable de la Sipo-SD de Bruxelles, il écrit ceci : «Pour des raisons évidentes, le camp d'Auschwitz réitère sa demande de ne donner aucune information inquiétante aux Juifs à

évacuer avant leur départ, sur le lieu et la nature de leur destination prochaine. [...]

Je demande que vous en preniez acte pour application.

Je demande spécialement que les commandos d'escorte reçoivent régulièrement des instructions pour s'assurer que, pendant le voyage, aucune allusion ne sera faite, susceptible de provoquer une quelconque résistance de la part des Juifs ou de n'éveiller aucun soupçon sur la façon dont ils seront traités.» [CDJC, XXVc-240] (Traduction de l'auteur)

À l'issue de la sélection, 874 Juifs (63 % de l'effectif), surtout des femmes, des enfants et des personnes âgées, sont assassinés dans les nouvelles chambres à gaz-crématoires du centre de mise à mort de Birkenau.

Les 521 personnes jugées aptes au travail sont rasées, tondues, tatouées et intégrées dans

le complexe concentrationnaire d'Auschwitz-Birkenau.

Les 276 hommes sont identifiés par les numéros 117 455 à 117 730, tandis que les 245 femmes sont immatriculées dans la série 42 451 à 42 695.

La plupart des 85 hommes rapatriés ont été employés à des travaux lourds à Monowitz avant de prendre part aux marches de la mort. Selon leurs témoignages, plus de 250 hommes ont été affectés à ce Kommando.

Quant aux femmes sélectionnées pour le « travail », beaucoup d'entre elles - peut-être même toutes - servent de cobayes à des médecins SS, dont le docteur Carl Clauberg. Ce gynécologue spécialisé dans la stérilisation sévit dans le Block X du camp d'Auschwitz [Steinberg & Schram, 2008, p. 22 & Lang, 2004]. Celles qui ont tenu le coup subissent la marche de la mort vers Ravensbrück et ses Kommandos.

C'est également à Ravensbrück que se retranscrit Claiberg, qui poursuit là ses expérimentations. La probabilité existe que l'évacuation à Ravensbrück de Carl Claiberg et celle de ses sujets d'expérience soient liées. Néanmoins, 65 déportées survivent.

[Steinberg & Schram, 2008, p. 22] Mais cette particularité-là fait l'objet d'un autre chapitre de cet ouvrage.

Exceptionnellement, trois enfants, déportés à 13 ou 14 ans, figurent parmi les rapatriés. Le taux de survie (11 %) de ce transport est

étonnamment élevé par rapport à la moyenne de l'ensemble des transports qui est de 5 %.

Dr. Laurence Schram
Senior Researcher
Kazerne Dossin

Hans-Joachim Lang, *Die Namen der Nummern. Wie es gelang, die 86 Opfer eines NS-Verbrechens zu identifizieren*, Hamburg, Hoffmann und Campe Verlag, 2004.

Marc Michiels en Mark Van den Wijngaert, *Het XX^{ste} transport naar Auschwitz. De ongelijke strijd op leven en dood*, Antwerpen, Standard Uitgeverij, 2012.

Claire Prowizur-Szyper, *Conte à rebours, une résistante juive sous l'occupation*, Bruxelles, Éd. Louis Musin, 1979, p. 105.

Laurence Schram, *Dossin, l'antichambre d'Auschwitz*, Bruxelles, Racine, 2017.

Laurence Schram, *Biographie de Robert Maistriau*, in: Nouvelle Biographie nationale - 13, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, juin 2016, pp. 234-236.

Maxime Steinberg & Laurence Schram, *Le XX^e transport - Malines-Auschwitz*, Malines, VUB Press, 2008.

Maxime Steinberg & Laurence Schram (sous la dir. d'Adriaens Ward), *Mecheln-Auschwitz - 1942-1944*, Bruxelles, VUB Press, 2009.

Maxime Steinberg, *L'Étoile et le Fusil*, tome 1, *La Question juive, 1940-1942*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1983.

Maxime Steinberg, *L'Étoile et le Fusil*, tome 4, *La traque des Juifs II - 1942-1944*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1987.

Maxime Steinberg & José Gotovitch, *Otages de la terreur nazie. Le Bulgare Angheloff et son groupe de Partisans juifs - 1940-1943*, Bruxelles, VUB Press, 2007.

Ephraïm Schmidt, *L'histoire des Juifs à Anvers*, Antwerpen, publisher not identified, 1969.

AGR-Service des Victimes de la Guerre, Dossier SDR 294 353, Landau Leon, 19/06/1910, Anvers ; Dossier SDR 56.499, Livschitz Youra (dit Georges), 30/09/1917, Kiev.

AGR-Service des Victimes de la Guerre, Fichier de la persécution et de la déportation des Juifs et des Tsiganes de Belgique (dit Fichier SD), Fiches de Gorski David, 23/09/1904, de Liberman Rubin, 27/03/1896.

AGR-Service des Victimes de la Guerre, R.497 - Tr. 246 139, *Rapport d'enquête auprès de Jean Franklemon*.

Auditorat militaire, Procès Boden, Farde 2, Section 4 - Témoins généraux (D), *Audition de Drummer-ova Eugénie*, Bruxelles, 8 août 1949 ; Farde 3, Section 2 - Affaires Vanderham Bernard et Israëls Betty (B), *Audition de Marcus Alfred*, Bruxelles, 29 avril 1949 ; Farde 3, Section F - Attentats à la pudeur, doc. n° 305, *Audition de Wajcblum Chaja*, Liège, 21 mars 1949.

CEGESOMA, 183-0143, « Je suis un évadé », in: *Le Flambeau*, n° 1, mars 1943, p. 3.

CEGESOMA, 183-0143, « Les Beautés de l'Ordre nouveau », in: *Le Flambeau*, mars 1943, p. 1.

K.D., Fonds Blum, *Interview d'Eva Fastag par Johannes Blum*, Strassbourg, 9 juin 2004.

Mémorial de la Shoah, XXVc-240, *Télex, daté du 29/04/1943, du SS-Sturmbannführer Rolf Günther du Reichssicherheitshauptamt (RSHA) à Berlin, adressé aux commandos de la Sipo-SD de La Haye, Paris, Bruxelles et Metz, concernant la déportation des Juifs au camp d'Auschwitz*.

Wiener Library, *Témoignage de Cyngiser, Jacques*, Doc. N°. P.III.g. N° 1049 : 34 pages. Reel : 52.

[https://de.wikipedia.org/wiki/Rolf_G%C3%BCnther_\(SS-Mitglied\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Rolf_G%C3%BCnther_(SS-Mitglied))

Nom et prénom

Classe / Cours

À l'automne 1940, les nazis décident de regrouper dans un ghetto les habitants juifs de Varsovie. Un grand nombre d'entre eux mourront de la surpopulation, des conditions de vie misérables, du manque d'hygiène et du climat de violence. Dès le début, des initiatives sont prises pour résister, même si elles se limitent principalement à des actions purement passives et intellectuelles, comme les tentatives d'Emmanuel Ringelblum de rassembler un maximum d'informations pour le futur. Entre l'automne 1941 et le printemps 1942, plusieurs événements tels que les massacres à l'Est et les déportations vers des centres d'extermination comme *Kulmhof* et *Belzec* font prendre conscience aux Juifs de ce dont les nazis sont capables. Par peur des représailles, le chef du Conseil juif du ghetto de Varsovie, Adam Czerniaków, refuse d'apporter son soutien à la résistance armée. Le début des déportations de masse vers Treblinka à la fin du mois de juillet 1942, où la majeure partie de la population du ghetto sera assassinée en à peine deux mois, déclenche une prise de conscience parmi les habitants restés sur place, principalement des jeunes hommes utilisés comme main-d'œuvre qui comprennent que la résistance armée est leur seule et dernière option. Plusieurs groupes d'importance sont rassemblés en une seule organisation (plus) puissante : le ŻOB.

Tâches pédagogiques

- Effectue une recherche sur internet pour répondre aux questions suivantes. Tu peux travailler en groupe, individuellement en classe ou à la maison :
 - Quand la révolte du ghetto de Varsovie a-t-elle commencé et quand a-t-elle pris fin ?
 - De combien de combattants chaque camp disposait-il ? Combien ont été tués ?
 - Qui étaient les chefs de chaque camp ?
 - Retracer le déroulement des combats.
 - Quelles armes ont été utilisées par chaque camp durant les combats ?
 - Qui est sorti vainqueur de cette révolte ?
 - Comment la révolte du ghetto de Varsovie est-elle commémorée aujourd'hui ?
- Présente les résultats de tes recherches individuellement ou en groupe. Essaie de les présenter sous la forme d'un récit unique ou rédige un texte.
- Selon toi, quelles sont les similitudes et les différences entre les révoltes (le XX^e convoi et le ghetto de Varsovie) qui ont éclaté ce même jour ?

Remarques de l'enseignant/e

TRACES DE MÉMOIREest une publication trimestrielle de
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

www.auschwitz.be

LA OU LES RÉSISTANCE(S) ?

La résistance n'est pas monolithique. Elle varie de pays en pays et d'une période à l'autre. Elle est polymorphe tant dans ses motivations que dans ses modalités d'action. Voici les caractéristiques principales de la résistance antifasciste au cours de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale : Il est difficile de parler de LA résistance dans la mesure où elle a revêtu des formes très diverses suivant les pays concernés. En effet, en Allemagne, en Italie, en France, en Hongrie ou en Espagne, la résistance antifasciste est née afin de contrer les mouvements fascistes influents, présents au cœur même du territoire, ou lorsque ceux-ci ont pris le pouvoir. Dans d'autres nations, elle s'est construite parallèlement à la domination en place pendant l'occupation militaire des troupes allemandes ou italiennes.

La résistance : des modalités d'action très différenciées

La résistance présente des modalités d'action très différenciées selon les pays comme selon ses acteurs en fonction de leurs compétences. La résistance peut être active ou passive, armée ou non, faire la part belle aux sabotages comme aux attentats. Elle peut apporter une aide substantielle aux Juifs, aux réfractaires ou aux résistants brûlés. La résistance peut également être « intellectuelle », psychologique et veiller au moral de la population par la distribution de tracts, la production de presses clandestines. Ainsi si l'étendue du pays ou la géographie du terrain permet facilement à de nombreux maquis de se développer en URSS comme en Yougoslavie ou en France, au point de constituer de véritables armées de partisans, d'autres pays comme la Belgique ou les Pays-Bas développent davantage une guerre « psychologique ». La résis-

tance belge à elle seule a permis d'éditer plus de 650 journaux clandestins différents tout au long du conflit. De même, ses sabotages réalisés notamment par le Groupe G ont été à l'origine de la « Grande Coupure » qui par la destruction ciblée de certaines lignes électriques a eu des répercussions jusque dans le bassin industriel de la Ruhr en Allemagne. Enfin, une résistance plutôt sociale a été à l'origine de grandes grèves comme celles qui se sont déroulées en 1941 en Hollande, en Belgique et dans le Nord de la France, ralentissant la production industrielle au profit de l'occupant.

La résistance : des motivations multiples

Les voies par lesquelles on entrait en résistance différaient également en fonction des spécificités nationales. Les antifascistes réagissaient aux mesures que prenait le pouvoir fasciste dans leur pays.

En Allemagne, en Italie et en Bulgarie, on luttait avant tout contre les restrictions liberticides et pour la préservation d'acquis sociaux et politiques. Dans les pays limitrophes, la résistance se levait pour les persécutés, on soutenait les réfugiés et antifascistes allemands et italiens. On se battait au niveau politique contre les organisations fascistes qui convoitaient le pouvoir dans d'autres pays. Le caractère politique de la résistance a évolué dès l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agissait plus seulement d'exercer une solidarité avec les persécutés, les antifascistes et les victimes du racisme à l'étranger : les libertés et l'intégrité personnelle de chaque citoyen étaient désormais en jeu, de même que l'indépendance du pays.

L'exercice d'une solidarité concrète : une forme importante de résistance

La résistance antifasciste ne se

Jean Cardoen et Ulrich Schneider,
Résistance en Europe (1922-1945)
2015, Editeur Husson Éditions, 335 p.



manifestait pas uniquement dans la lutte contre le nazisme ou dans le travail politique. Aider les persécutés et les exclus était, notamment, une forme importante de résistance. On empêchait ainsi la mise en œuvre des visées du pouvoir nazi. Quand des hommes aidaient des Juifs à prendre la fuite ou quand un village entier se taisait sur l'existence d'illégaux, quand le meurtre programmé de personnes handicapées était étalé au grand jour, quand des hommes fournissaient des denrées alimentaires ou d'autres aides aux parents de persécutés, quand, dans les camps de concentration, les prisonniers politiques se préoccupaient particulièrement des détenus les plus faibles, des enfants et des jeunes et assuraient leur survie, alors cette solidarité était une expression de la résistance.

La résistance au-delà des oppositions politiques et religieuses

L'occupation nazie – mais pas uniquement – a suscité de nouvelles coalitions aux contours politiques très vastes contre la menace commune. Communistes et con-

servateurs, athées et cercles chrétiens, ont convergé face à l'ennemi. Les vieilles oppositions entre groupes politiques et sociaux sont passées au second plan. Il fallait de même dépasser les anciens dogmes et exclusions, au profit d'alliances et de coopérations nouées dans l'intérêt patriotique commun. Cette unité des antifascistes est, d'abord et en partie, née dans les lieux de détention, dans les camps de concentration et dans la clandestinité.

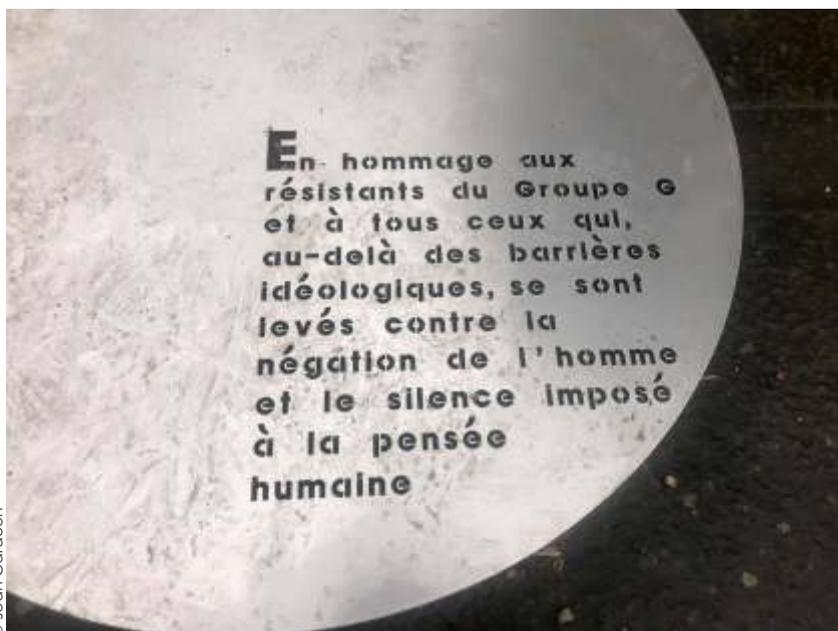
La résistance : l'affaire des hommes et des femmes

Chaque pays a compté de nombreuses femmes dans les rangs de « sa » résistance. Si la majorité d'entre elles faisait partie des groupements idéologiquement plus à gauche comme ceux des partisans soviétiques, communistes grecs ou yougoslaves, on les retrouvait également dans des réseaux d'évasion en Belgique ou en France, dans la presse clandestine ou dans le renseignement en Italie ou au Danemark, dans la lutte politique en Espagne ou en Allemagne. Ces femmes ont exercé toutes les formes de résis-

tance au même titre que leurs homologues masculins... jusqu'à tomber elles aussi sous les balles des pelotons fascistes ou nazis.

La résistance : un concept international, si pas internationaliste

Le nazisme représentait une menace pour la liberté de TOUS les peuples. Une action commune, par-delà les frontières, s'imposait dès lors. Cet internationalisme dans la lutte des résistances s'est entre autres traduit par le secours aux antifascistes en exil, l'adhésion aux Brigades internationales en Espagne ou aux rangs des partisans. Il s'exprimait aussi dans le soutien aux personnes victimes de discrimination, aux exclus d'une « communauté du peuple » définie en termes racistes, aux « étrangers », ou aux « ennemis du peuple ». Cet internationalisme s'est sans doute le mieux incarné auprès des protagonistes de l'*Affiche rouge*, également appelés le Groupe Manouchian, au sein duquel opéraient des Français, des Arméniens, des Juifs, des Polonais, etc. Mais il s'est également magnifiquement exprimé au sein du NKFD (Comité national pour une



Monument dédié au Groupe G, ULB, Bruxelles

Allemagne libre), regroupant des militaires antifascistes allemands avec les hommes d'autres nationalités qu'ils étaient censés combattre, Soviétiques, Roumains, Grecs...

Les exemples internationalistes sont légion ; ces différents faits, émanant d'individus de toutes les classes sociales, les ont unis dans une seule et même solidarité antifasciste, y compris jusque dans les camps de concentration, comme le montre l'existence de comités clandestins internationaux, notamment à Buchenwald. La résistance aux mains des « triangles rouges » s'y est en effet particulièrement illustrée en organisant non seulement la solidarité entre détenus dans le camp, mais surtout par l'insurrection qu'elle mena le 11 avril 1945 pour libérer le lieu avant l'arrivée des avant-gardes américaines.

Entrer en résistance : une décision individuelle ?

La résistance n'était pas le fait de groupes anonymes. Chaque individu devait avoir le courage ou la conviction nécessaire pour se positionner ouvertement par des ac-

tions concrètes : produire et distribuer des tracts, imprimer des journaux clandestins, afficher de façon ostentatoire des mots d'ordre antifascistes, employer tous les moyens légaux pour signifier publiquement son opposition au pouvoir de l'occupant, et – forme radicale de la résistance – combattre la menace fasciste l'arme à la main, en tant que partisan dans les rangs des forces alliées. Le combat des partisans visait directement les objectifs militaires du fascisme allemand, et chacune de leurs actions contribuait à restreindre les options de l'armée fasciste. Les partisans entravaient le ravitaillement, mobilisaient des troupes qui manquaient dès lors sur d'autres parties du front. Si les succès militaires directs n'étaient pas toujours manifestes, la force de frappe de l'armée fasciste n'en était pas moins amoindrie.

La résistance : une vision d'avenir inscrite dans ses idéaux

La résistance antifasciste entretenait des liens avec les oppositions sociales de son temps. Elle n'était pas uniquement un combat

contre l'occupation ou la terreur nazie, mais aussi un combat pour la préservation des libertés, pour les acquis sociaux et l'émancipation des sociétés. Les survivants de Buchenwald n'ont rien dit d'autre quand ils ont formulé en avril 1945 le mot d'ordre « Créer un nouveau monde de paix et de liberté ». Nous en retrouvons des exemples emblématiques dans certains textes, comme dans les tracts visionnaires de la *Rose Blanche* ou dans le célèbre poème du pasteur protestant Martin Niemöller.

Enfin, nous en retrouvons un accomplissement concret dans le programme du Conseil national de la Résistance en France, dans le Manifeste de la Résistance européenne (contenant en germes un énoncé des valeurs qui sont à la base de la création de l'Europe), ou encore dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par les Nations unies le 10 décembre 1948. ■

Jean Cardoen
Président de la Commission
pédagogique francophone

FEMMES RÉSISTANTES : LES OUBLIÉES DE L'HISTOIRE ?

Andrée de Jongh, cheffe de la
Ligne d'évasion Comète (1941)



© Coll. Privée M.P. d'Udekem d'Acoz

Si l'on se réfère aux statistiques officielles établies après la guerre, les femmes ne représentent que 15 % des résistants en Belgique¹. Or, de toute évidence, elles étaient bien plus nombreuses à avoir combattu et joué un rôle actif dans la Résistance. Si leur implication fut limitée, elle n'en fut pas moins bien réelle². Alors pourquoi cette sous-estimation ? Lorsqu'il s'est agi de faire reconnaître leur statut de résistante, bon nombre d'entre elles n'ont pas fait de démarches estimant que, comme elles étaient engagées aux côtés de leur époux, la seule reconnaissance de celui-ci valait pour le couple. Les plus jeunes quant à elles ne voyaient pas toujours l'intérêt d'être reconnues pour leur action dans la Résistance et aspi-

raient surtout à reprendre le cours normal de leur vie.

À côté des figures connues de la Résistance féminine en Belgique (mais moins que leurs homologues masculins) que sont Suzanne Spaak, Andrée de Jongh ou Marguerite Bervoets, des milliers de femmes ont résisté de multiples façons. S'il est difficile d'appréhender le phénomène dans sa globalité, on peut néanmoins dégager deux profils de femmes résistantes. D'une part, des jeunes femmes, âgées d'une vingtaine d'années au plus, célibataires ou mariées, mais sans enfant qui se sont émancipées avant-guerre à travers le militantisme politique ou au sein de mouvements de jeunesse. Elles exerçaient une activité professionnelle, avaient une

certaine formation intellectuelle et ont décidé, par conviction, de se lancer dans la lutte aux côtés des hommes. D'autre part, on trouve des femmes plus âgées, mariées, mères de famille qui ont fourni une aide ponctuelle à des proches engagés dans l'action clandestine, en particulier leur mari. Mais dans un cas comme dans l'autre, les femmes ont rarement occupé des fonctions dirigeantes au sein des réseaux ou endossé des responsabilités dites masculines, encore moins mené une lutte armée. Elles ont assuré des fonctions qui leur étaient traditionnellement confiées au sein de leur foyer comme l'intendance, la liaison, l'hébergement de clandestins, le travail de secrétariat ou la presse clandestine.

Une ligne d'évasion très féminine

La réseau Comète, qui venait en aide aux aviateurs et soldats alliés, apparaît comme une structure où les femmes ont été particulièrement présentes, voire y ont exercé des responsabilités³. Au mois d'août 1941, une jeune femme de 25 ans, Andrée de Jongh cofonde la ligne d'évasion Comète, elle en deviendra la cheffe⁴. Contrairement aux autres, ce réseau tend vers l'éga-

lité de la présence hommes-femmes et la proportion de femmes décédées pour faits de résistance y est significative (35 %). D'un point de vue organisationnel, les femmes sont présentes majoritairement dans l'hébergement, la liaison, le courrier et les boîtes aux lettres. Une répartition qui rejoint celle que l'on retrouve dans les autres mouvements de résistance. Mais ce qui a donné à Comète l'image d'un ré-

seau féminin, ce sont les quelques jeunes femmes qui ont réussi à accéder à des fonctions plus importantes telles que guides Internationaux ou responsables de secteur. Par ailleurs, le charisme d'Andrée de Jongh, en tant que créatrice et cheffe de réseau, a accentué le mythe de Comète. ■

Sarah Timperman
Archiviste
ASBL Mémoire d'Auschwitz



© Cegesoma

Imprimerie clandestine de
La Libre Belgique (1944) ▲

Les archives audiovisuelles de la Fondation Auschwitz comptent sept témoignages de membres féminins du réseau Comète. (De gauche à droite et de haut en bas : Elsie Maréchal, Elisabeth Ferraille, Clémentine Lucas, Andrée Dumont, Jacqueline Mondo, Elisabeth Liégeois ▼ et Amanda Stassart)



¹ Fabrice Maerten, « Femmes dans la résistance » en ligne le site *Belgium WWII* (<https://www.belgium-wwii.be/belgique-en-guerre/articles/femmes-dans-la-resistance.html>)

² Voir *Femmes et résistance en Bel-*

gique et en zone interdite 1940-1944, édité par Robert Vandenbussche, Institut de recherches historiques du Septentrion, Bondué, 2006.

³ Voir l'étude d'Adeline Remy, « L'engagement des femmes dans la ligne d'évasion Comète (1941-1944). Entre

mythe et réalité », dans *Femmes et résistance en Belgique et en zone interdite*, *ibid.*, p. 57-72.

⁴ Voir la biographie de Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz, *Andrée de Jongh : une vie de résistante*, Bruxelles : Racine, 2016.

EXPRIME-TOI !

Concours annuel d'expression citoyenne

L'ASBL Mémoire d'Auschwitz et la Fondation Auschwitz organisent chaque année un concours destiné aux élèves des deux dernières années de l'enseignement secondaire supérieur de tous les réseaux d'enseignement. Pour l'année scolaire 2020-2021 nous n'avons pas relancé le concours à cause des restrictions liées à la pandémie, mais pour cette année-ci, nous espérons à nouveau recevoir vos inscriptions afin de donner l'occasion aux élèves de s'exprimer et de concourir pour le titre de lauréat de la Fondation Auschwitz. Le thème annuel sera communiqué aux écoles inscrites avant le 01/12/2021.

Le thème abordé ne devra pas nécessairement être en relation avec le passé des camps ou de la Shoah, mais pourra également aborder des thèmes actuels tels que l'intolérance, le racisme, les valeurs démocratiques ou la citoyenneté.

Chaque année, la Commission pédagogique de notre association déterminera le thème.

Il va de soi que différentes matières enseignées peuvent être mises en œuvre pour ce concours. Il peut s'agir d'un texte (dissertation, poème, etc.) ou d'un travail plus créatif (photo, film, maquette, peinture, théâtre, musique, animation de rue, etc.)

L'épreuve sera, de préférence, organisée à une date proche du 27 janvier, journée de commémoration de la libération d'Auschwitz.

Un jury, composé de personnes actives pour la plupart dans le domaine de l'enseignement, délibéreront pour retenir six lauréat(e)s.



Un voyage d'études, organisé
par l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

VISITER AUSCHWITZ & BIRKENAU

**DU 11 AVRIL AU
15 AVRIL 2022**

**infos et inscriptions :
info@auschwitz.be**

- * Les camps de concentration
Auschwitz I et II
- * L'ancien centre de
mise à mort Birkenau
- * Le musée et les
pavillons nationaux
- * Cracovie :
l'ancien quartier
juif et l'ancien ghetto
- * Sur les traces de la
présence juive à
Oświęcim
- * Témoignages
- * Projection de
documentaires
- * Conférences

MÉMOIRE D'AUSCHWITZ ASBL - FONDATION AUSCHWITZ
RUE AUX LAINES 17/BTE 50 - 1000 BRUXELLES - TÉL.: +32 (0)2 512 79 98

WWW.AUSCHWITZ.BE
INFO@AUSCHWITZ.BE

Directeur de la publication : Henri Goldberg
Rédacteurs en chef : Frédéric Crahay, Johan Puttemans
Secrétaire de rédaction : Georges Boschloos
Comité de rédaction : Jean Cardoen, Dirk Lagast,
Yves Monin, Thierry De Win, Yannik van Praag
Traductions vers le Français : Ludovic Pierard
Graphiste : Georges Boschloos



Avec le soutien de :



**loterie
nationale**
BIEN PLUS QUE JOUER

SPF Sécurité Sociale
Services des
Victimes de la Guerre

